

Discriminations positive à l'entrée dans les Grandes écoles : l'égalitarisme en mode délire



Quand les boursiers reçoivent des points bonus pour leurs études.

Avec Nathalie MP
Meyer

Ne croyez surtout pas que le défi de l'enseignement supérieur consiste à fournir les meilleures formations aux meilleurs étudiants dans une multitude de domaines en évolution constante, très variés et adaptés à toutes sortes de profils pouvant aller de l'Intelligence artificielle aux métiers du tourisme – pour citer deux exemples d'aptitudes très différentes – afin de leur ouvrir une vie d'adulte autonome sur le plan économique comme sur le plan personnel, car ce n'est absolument pas le cas.

Depuis que les *Gilets jaunes* ont fait porter une partie de leur colère sur les « élites » trop parisiennes, trop technocratiques, trop formatées et trop concentrées vers le haut de l'échelle sociale qui nous gouvernent, il n'est plus question que d'une chose : la sélection à l'entrée de la petite dizaine d'écoles les plus prestigieuses qui les forment doit refléter exactement la composition sociale de la France et le nombre de boursiers sur critères sociaux admis aux concours doit absolument augmenter. Ils sont actuellement 38 % dans tout l'enseignement supérieur et seulement 11 % à Polytechnique, ça ne peut plus durer !

Déjà en avril dernier, lors de sa conférence de presse de sortie du Grand débat, Emmanuel Macron avait frappé fort en annonçant la [disparition de l'ENA](#) dans sa forme actuelle. Sans s'interroger sérieusement, hélas, sur les raisons de la détestation de cet organisme de formation. S'il l'avait fait, peut-être aurait-il entrevu le plomb bureaucratique, le formatage collectiviste, la fausse excellence – ou, pour le dire plus positivement, l'excellence complètement gaspillée – d'un établissement entièrement [créé pour satisfaire les besoins d'un État](#) tentaculaire conçu comme l'alpha et l'oméga de toutes les activités humaines. Or ceci ne prend pas la tournure de régresser.

Début juin, la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal emboîtait le pas du Président en confiant une mission « [ouverture sociale](#) » à huit établissements supérieurs de renom (les 4 écoles normales supérieures, Polytechnique, HEC, ESSEC et ESCP Europe. [Argument](#) de la ministre à l'époque :

« Il est temps d'avoir, dans nos grandes écoles, une représentation plus ressemblante de notre société, dans sa diversité géographique et sociale. »

Autrement dit, il est temps d'en passer par des « obligations » d'égalité via une pratique extensive de la discrimination [dite un peu vite positive](#). Il est temps que l'État prenne des mesures afin d'obliger tout sous-ensemble de la population, tel que Conseil municipal, comité de direction d'une entreprise, diplômés d'une école, personnes nommées pour un prix, etc... à avoir une représentation proportionnelle aux diversités observées dans la population générale. Il est temps de faire advenir cette égalité « réelle » qui passionne les Français et qui semble se dérober devant l'égalité acquise dans la loi.

Peu après, Frédérique Vidal avait le plaisir de voir que [Sciences Po Paris](#) ouvrait le bal dans son concours d'entrée par l'introduction

de quotas de boursiers et la suppression de ses épreuves écrites considérées comme un scandaleux marqueur de discrimination sociale. Là encore, on évita soigneusement de [se poser les bonnes questions](#) : compte tenu de notre modèle social et de notre monopole de l'Éducation nationale, qui plus que l'État français influe sur le niveau d'instruction et sur la vie socio-économique et culturelle de ses citoyens ?

Dans ce contexte hyper-étatisé, le nouveau mode de sélection à l'entrée de Sciences Po Paris, loin de viser le seul critère de l'excellence auquel l'établissement devrait se cantonner strictement, ne se réduirait-il pas en réalité à une sorte de cache-misère destiné à masquer la [décrépitude](#) mille fois recensée de l'Éducation nationale ainsi que l'échec de politiques publiques coûteuses sur le plan de la prospérité ? Pour rappel, le chômage des jeunes français en avril 2019 dépassait les [20 %](#) contre 5,3 % en Allemagne et 6,2 % aux Pays-Bas.

Lundi 14 octobre dernier, nouveau pas dans le délire égalitariste, nouveau pas dans l'aveuglement satisfait de ce qui ne marche pas en France, nouveau sourire béat de tous ces bien-pensants qui s'imaginent œuvrer pour le bien commun mais qui, en réalité, prennent « les autres » pour un troupeau indistinct de faibles d'esprit qu'il faut intégralement contrôler sur la base des critères sociaux définis par le pouvoir en place en dehors de toute référence aux talents particuliers de chacun :

Les huit grandes écoles chargées de la mission « ouverture sociale » par la ministre ont rendu leurs rapports. Parmi bon nombre de propositions déjà évoquées (et souvent déjà mises en œuvre sous une forme ou sous une autre) portant sur la diversification des filières d'entrée ou sur du tutorat auprès des élèves des quartiers défavorisés, elles [préconisent](#) de plus que les boursiers sur critères sociaux des classes préparatoires se voient attribuer des points de bonification lors des épreuves d'admissibilité des concours (les écrits) :

« Le nombre de points pourrait être basé, par exemple, sur le statut de boursier de l'enseignement supérieur, ce qui permettrait de le moduler en attribuant un nombre de points plus élevé pour les niveaux de bourses plus élevés. »

[Selon Alain Joyeux](#), président de l'association des professeurs des classes préparatoires économiques et commerciales (Aphec), les collègues enseignants qu'il sonde depuis lundi « *sont choqués, ahuris, ils sont plongés dans l'incompréhension face à une telle mesure.* »

On peut les comprendre.

Il y a d'abord rupture évidente d'égalité devant la sélection par concours qui a assuré l'excellence des grandes écoles française depuis leur création. On cherche en vain une excellence similaire du côté des universités qui se signalent plutôt par des échecs en série en première année de licence. C'est dire le niveau des bacheliers à leur sortie de l'Éducation nationale.

Il y a ensuite assurance d'un effet de seuil au détriment parfaitement injuste des élèves des classes moyennes qui se situent juste au-dessus des critères sociaux d'obtention d'une bourse. Il y aura enfin à coup sûr tous les détournements possibles pour bénéficier de ce coup de pouce non académique, comme ce fut le cas pour la carte scolaire et comme c'est le cas de toutes les réglementations et interdictions purement idéologiques.

Sans compter que, comme dans toute [discrimination « positive »](#), s'installera inévitablement un doute sur la valeur académique effective des bénéficiaires de ce système de bonus. Une injustice de plus. Un mépris de plus vis-à-vis d'élèves qui sont entrés en prépa mais qu'on juge incapables de réussir par eux-mêmes, par leur travail, par leur opiniâtreté et par leurs capacités intellectuelles.

Je serais à la tête d'une démocratie libérale, ma fierté ne résiderait pas dans le fait d'avoir le plus de boursiers sur critères sociaux possibles dans l'enseignement supérieur – ou de consacrer le plus d'argent possible à indemniser les chômeurs – mais au contraire dans le fait de n'en avoir aucun !

Non pas en raison de la méchanceté mesquine que le politiquement correct mal informé attribue volontiers aux libéraux, mais parce que, la prospérité économique et la qualité éducative ayant été restaurées par une politique de recul des interventions de l'État et de restitution aussi bien de rayon d'action que de richesses prélevées par l'impôt aux particuliers et aux entreprises qui les ont produites, il n'y aurait plus lieu de prévoir des mesures compensatoires à grande échelle.

Mais à voir nos dirigeants et leurs thuriféraires se féliciter chaque fois qu'ils mettent au point un nouvel emplâtre censé compenser les dégâts de leurs politiques antérieures, on se demande vraiment si l'État français n'a pas pris acte de sa médiocrité fondamentale dans tout ce qu'il touche – et c'est beaucoup – et tente dorénavant seulement de la masquer.

Si l'on ne peut faire baisser le chômage et améliorer le pouvoir d'achat, montrons au minimum combien nous aimons les personnes dont on a accru les difficultés, et comme nous protégeons bien les plus défavorisés d'entre nous !

Rien d'admirable là-dedans. Seulement une manipulation vicieuse qui écrase les talents individuels. Et qui, malheureusement, tourne maintenant au délire. Comme le disait Raymond Aron, « *l'égalitarisme doctrinaire s'efforce vainement de contraindre la nature, biologique et sociale, et il ne parvient pas à l'égalité mais à la tyrannie.* »